

## Gauches équatoriennes et mouvement indien : une relation nécessaire ?

Sarah Dichy-Malherme (Université Paris 8 / Université Paris Nanterre)

### Introduction

En février 2021, le premier tour de l'élection présidentielle équatorienne fut suivi de quelques jours d'incertitude sur le candidat qui affronterait en ballottage le meneur du scrutin, l'économiste Andrés Arauz. Ce dernier représentait la coalition *Unión por la Esperanza*, activement soutenue par l'ancien président Rafael Correa (2007-2017). Face à son score de près de 33% des voix, les résultats de deux candidats se trouvaient au coude-à-coude, entre 19 et 20%. Les deux compétiteurs possibles étaient Yaku Pérez, candidat du mouvement *Pachakutik*, considéré comme le « bas politique » du mouvement indien d'Équateur, et l'ancien banquier Guillermo Lasso, qui avait fondé le parti d'opposition CREO (*Movimiento Creando Oportunidades*) et s'était déjà présenté à deux reprises à l'élection présidentielle. L'homme d'affaires fut finalement qualifié de justesse au second tour, puis élu le 11 avril 2021, réunissant 52,4% des voix.

Or, dans un premier temps, l'annonce prématurée de la qualification de Yaku Pérez avait conduit une partie de la presse internationale à commenter la possibilité d'un affrontement entre « deux gauches »<sup>1</sup>. D'un côté, l'élection d'Andrés Arauz aurait représenté le retour au pouvoir du courant dit « progressiste », qui avait gouverné le pays au temps du « tournant à gauche » de l'Amérique latine, identifié en Équateur à la présidence de Rafael Correa (2007-2017). En effet, celui qui avait succédé à Correa en 2017, son ancien vice-président Lenín Moreno, fut très vite considéré comme un traître aux valeurs de la gauche corréiste, tant par sa politique économique néo-libérale que par sa participation à la criminalisation de son prédécesseur (condamné en 2020 pour corruption). De l'autre côté, l'élection de Yaku Pérez aurait incarné le triomphe d'une « autre gauche », décrite à l'international comme une forme d'« indigénisme écologiste » ou d'« écologisme indigène » – les termes étant ceux des commentateurs, en référence à l'engagement du candidat dans la lutte contre l'extractivisme. C'est au nom de cette question extractiviste que Yaku Pérez désignait le corréisme comme une « droite » déguisée, reconnaissable à sa tendance à criminaliser « la gauche authentique » incarnée par les mouvements sociaux, et en particulier

---

<sup>1</sup> Voir, par exemple : <[https://www.eldiarioar.com/opinion/yaku-perez-izquierda-posible\\_129\\_7203699.html](https://www.eldiarioar.com/opinion/yaku-perez-izquierda-posible_129_7203699.html)>  
<<https://alter.quebec/equateur-les-deux-gauches-en-avance>>

par le mouvement indien<sup>2</sup>. À l'inverse, Rafael Correa accuse la plus puissante des organisations indiennes d'Équateur, la CONAIE (voir *infra*), de collusion avec le néolibéralisme pour avoir refusé « l'union des gauches » qui aurait permis de faire barrage à Guillermo Lasso (en 2017, certains de ses dirigeants avaient même appelé à voter pour ce dernier afin de contrer les tendances autoritaires attribuées au corréisme)<sup>3</sup>.

En vérité, le débat sur la relation entre le projet politique porté par le mouvement indien et les différents partis et syndicats « de gauche » n'est pas nouveau. Avant d'être réactualisé par l'arrivée au pouvoir du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » prôné par le gouvernement Correa, il avait occupé une place centrale dans les analyses socio-historiques de l'Équateur des années 1990, marqué par l'entrée en scène d'un mouvement indien autonome. L'analyse qui s'est alors imposée consiste à lire le « réveil indien » comme la fin de l'ère de la « ventriloquie » : cette notion, issue des travaux de l'anthropologue équatorien Andrés Guerrero, désigne la manière dont certains partis et organisations des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, associés d'abord au libéralisme politique puis à la gauche marxiste, se seraient érigés en porte-paroles légitimes de « l'Indien » à la place des populations concernées<sup>4</sup>. C'est cette pratique douteuse que le corréisme, qu'il soit de gouvernement ou d'opposition, est accusé d'avoir remis au goût du jour, et c'est sur cette base que certains intellectuels indigènes mettent désormais en question le caractère « essentiel » ou « obligatoire » de la relation entre « gauche » et mouvement indien<sup>5</sup> – un questionnement dont le titre de ma contribution est directement inspiré.

L'objet de la présente communication est de retracer l'histoire d'échanges et d'influences réciproques à l'origine de deux notions-clefs du discours des organisations indigènes d'Équateur (celles de *nationalités* et de *communautés* indigènes), de manière à nuancer la grille de lecture fondée sur la « ventriloquie » d'une gauche qui se serait contentée d'instrumentaliser les populations indiennes. Je reviendrai ensuite brièvement sur le paradoxe des trente dernières années, au cours desquelles la formalisation puis la constitutionnalisation d'une partie de ce discours semblent avoir débouché sur une insurmontable opposition entre

---

<sup>2</sup> *Noticias de América - Elecciones en Ecuador: 'El pueblo está cansado de una izquierda populista' dice Yaku Pérez a RFI*, <<https://www.rfi.fr/es/programas/noticias-de-américa/20210413-elecciones-en-ecuador-el-pueblo-está-cansado-de-una-izquierda-populista-dice-yaku-pérez-a-rfi>>, 13 avril 2021, (consulté le 17 mai 2023).

<sup>3</sup> *Rafael Correa a RFI: « La CONAIE apoyó el neoliberalismo y luego protestó en su contra »*, <<https://www.rfi.fr/es/américas/20220708-rafael-correa-entrevista-ecuador-lasso-conaie-ucrania>>, 8 juillet 2022, (consulté le 18 mai 2023).

<sup>4</sup> Andrés Guerrero, « Una imagen ventrilocua: el discurso liberal de la “desgraciada raza indígena” a fines del Siglo XIX » in Blanca Muratorio (éd.), *Imágenes e imagineros. Representaciones de los indígenas ecuatorianos, siglos XIX y XX*, Quito, Flacso, 1994, p. 197-252; voir aussi « Conversación con Andrés Guerrero: 'Se han roto las formas ventrilocuas de representación' », *Íconos* n°1, FLACSO-Ecuador, 1997.

<sup>5</sup> Voir, par exemple, l'article et le billet de blog suivants : Andrés Ortiz Lemos, « ¿Es la izquierda « obligatoria » para los indígenas? », *Plan V*, 13 février 2017, <<https://www.planv.com.ec/historias/sociedad/la-izquierda-obligatoria-indigenas>> (consulté le 2 juin 2023); Inkarrí Kowii, « ¿El movimiento indígena debe ser de izquierda? », 18 septembre 2020, <<https://nuevapacha.home.blog/2020/09/18/el-movimiento-indigena-debe-ser-de-izquierda-1>> (consulté le 29 avril 2022).

« gauche institutionnelle » et mouvement indien.

## I. Aux fondements marxistes-léninistes de la thèse des nationalités

### *Qu'est-ce que le mouvement indien ?*

Par commodité et en vertu d'une tradition relativement établie dans la littérature latino-américaniste française, j'emploie ici les adjectifs « indien » et « indigène » comme calques des termes *indios* et *indígenas*, qui figurent dans les intitulés des organisations vouées à représenter les populations que la terminologie francophone actuelle qualifie plutôt d'« autochtones » (une qualification issue du droit international plutôt que des sciences politiques). C'est à l'ensemble de ces organisations sociales et politiques, qui représentent des groupes très divers et dont la plupart sont réunies en fédérations ou confédérations régionales et nationales, que je me réfère à travers la notion de « mouvement indien ».

Néanmoins, depuis 1990, une seule de ces confédérations a eu tendance à occuper le devant de la scène nationale : il s'agit de la CONAIE, *Confederación de las Nacionalidades Indígenas del Ecuador*. Comme son nom l'indique, l'un des concepts-clefs pour cette centrale nationale fondée en 1986 est celui de « nationalités indigènes », chaque nationalité étant définie par trois éléments principaux : une culture et une langue communes à ses membres, une histoire de résistance au colonialisme et son enracinement dans un territoire donné. Certaines de ces nationalités réunissent plusieurs « peuples indigènes » (c'est le cas de la nationalité kichwa des Andes, la plus nombreuse du pays), et tous les peuples et nationalités sont subdivisés en « communes » ou « communautés » locales. La conception « plurinationale » de l'État équatorien a fait l'objet d'une adoption officielle depuis l'Assemblée constituante qui s'est déroulée au cours du tout premier mandat de Rafael Correa, en 2007-2008, donnant naissance à l'actuelle charte fondamentale du pays andin. Mais quelle est l'origine du concept de *nationalités*, au sens très spécifique qui lui a été attribué en Équateur ?

### *Au-delà de la ventriloquie*

Je m'appuie ici sur les travaux de l'historien Marc Becker<sup>6</sup>, qui proposent une analyse de l'histoire du mouvement indien d'Équateur alternative à la lecture « ventriloque » inspirée d'Andrés Guerrero. Les tenants de cette dernière présentent la première organisation à s'être

---

<sup>6</sup> Voir, notamment, *Indians and Leftists in the Making of Ecuador's Modern Indigenous Movements*, Durham, Duke University Press, 2008 ; « Construcciones de nacionalidades indígenas en el pensamiento marxista ecuatoriano », in Lazar Jeifets, Víctor Jeifets, et Miguel Ángel Urrego (éd.), *Izquierdas, movimientos sociales y cultura política en América Latina*, Morelia, Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo/Universidad Estatal de San Petersburgo, 2016, p. 291-308.

explicitement définie comme « indienne », la FEI (*Federación Ecuatoriana de Indios*), fondée en 1944, comme une simple « dérivation » du Parti communiste d'Équateur (PCE). Dans cette perspective, le mot *indios* (dans son usage des années 1940) n'aurait été qu'un synonyme de « paysans » (*campesinos*)<sup>7</sup>, et la FEI se serait cantonnée à traduire les difficultés des travailleurs ruraux en termes de « problème de classe » et de lutte prolétarienne, gommant ainsi toute particularité politique, culturelle ou même langagière des revendications indigènes. Andrés Guerrero et ses disciples considèrent qu'à cet égard, les soulèvements indiens de la dernière décennie du XXe siècle ont représenté une rupture fondamentale, initiée en juin 1990 par le soulèvement dit « de l'*Inti Raymi* » (du nom de la fête célébrée par les peuples kichwas de la Sierra équatorienne au moment du solstice d'été). Cette mobilisation nationale, dans laquelle plusieurs dirigeants de la CONAIE jouèrent un rôle de premier plan, aurait en effet permis aux insurgés indiens non seulement de se faire voir et entendre dans l'espace public sans intermédiaires, mais aussi d'imposer un langage symbolique et politique propre à leurs revendications, à commencer par les concepts de *nationalités indigènes* et d'*État plurinational*.

Sans contester la rupture représentée par le soulèvement de 1990, les travaux de Marc Becker questionnent l'attitude « ventriloque » attribuée aux partis et organisations marxistes du XXe siècle. L'historien états-unien démontre en effet que ces concepts, avec la signification qui leur a été assignée en Équateur par le mouvement indien, trouvent l'une de leurs sources dans les échanges entre les leaders indiens des syndicats ruraux des Andes, le PCE et l'Internationale Communiste. L'historien rappelle ainsi les positions favorables à l'auto-détermination des peuples autochtones portées par le Komintern des années 1930, nourries par les écrits de Lénine sur la question coloniale. Lors des élections présidentielles de 1942, le « manifeste du Bloc ouvrier-paysan », représenté par le dirigeant communiste équatorien Ricardo Paredes, appelait à défendre les Indiens et les Noirs à la fois comme des « classes exploitées » (*clases explotadas*) et comme des « nationalités opprimées » (*nacionalidades oprimidas*). Marc Becker estime même que l'introduction de cette problématique auprès de l'Internationale fut portée par Paredes en personne, influencé par ses échanges avec les représentants indiens du syndicalisme rural des Andes équatoriennes, notamment les leaders kichwas Jesús Gualavisí et Dolores Cacuango – tous deux militants du PCE et futurs fondateurs de la FEI.

---

<sup>7</sup> Voir Jorge León Trujillo, *De campesinos a ciudadanos diferentes. El levantamiento indígena*, Quito, Abya-Yala/CEDIME, 1994.

Après le manifeste de 1942, le thème des nationalités indigènes fut provisoirement éclipsé des préoccupations des syndicats ruraux par la lutte pour la réforme agraire, partiellement réalisée par une loi de 1964, et par l'émergence de nouvelles formes d'organisations indiennes (sur lesquelles nous reviendrons en 2<sup>e</sup> partie). Or, Marc Becker souligne que c'est à nouveau grâce à des intellectuels marxistes (identifiés ou non comme indigènes) que le concept fut réintroduit dans le discours académique et politique des années 1970, avant d'être repris par les organisations indiennes des dernières décennies du XXe siècle. L'une des premières sources écrites à ce sujet est un article publié en 1979 par l'anthropologue métisse Ileana Almeida, après ses études en Union soviétique<sup>8</sup>. Cet article sur la « formation de la nationalité kechwa » [sic], fait un usage de la catégorie de *nationalité* similaire à celui des années 1940, mais s'ouvre aussi sur une citation de l'intellectuel péruvien José Carlos Mariátegui, dont les écrits des années 1920 appelaient à voir dans « le problème de l'Indien » le fondement du futur « socialisme indo-américain ». Ses propositions, jugés hétérodoxes par le Komintern de l'époque, n'avaient pas jusqu'alors exercé d'influence majeure sur le communisme équatorien, plus proche de l'orthodoxie stalinienne.

La conceptualisation des *nationalités indigènes* formalisée par Ileana Almeida, qui superpose sans les opposer les notions d'oppression « nationale » et de lutte des classes, correspond à celle des deux premières organisations à inscrire le terme dans leur intitulé, toutes deux fondées en 1980 : la CONFENIAE (*Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana*) et le CONACNIE (*Consejo Nacional de Coordinación de las Nacionalidades Indígenas del Ecuador*), antécédent direct de la CONAIE. Dans un texte publié en 1989, le militant kichwa Luis Maldonado rappelle ainsi que « la lutte indigène a une double dimension : de classe et ethnique », dont témoigne l'inclusion dans l'agenda politique de la CONAIE de revendications à la fois « culturelles » et « économiques » – ce qui justifierait les stratégies d'alliance avec d'autres « secteurs organisés »<sup>9</sup>.

Si central que soit le concept de nationalités dans l'élaboration du projet politique des organisations de la fin du XXe siècle, il n'est pas le seul à occuper une place de choix dans la vision de la société portée par le mouvement indien, ni à irriguer celle d'une « gauche » qui ne

---

<sup>8</sup> Ileana Almeida, « Consideraciones sobre la nacionalidad Kechwa », in Ileana Almeida *et al.* (éd.), *Lengua y cultura en el Ecuador*, Otavalo, Instituto Otavaleño de Antropología, 1979, p. 11-48. L'inspirateur de l'anthropologue équatorienne avait été son enseignant soviétique Yuri Zubritsky – auteur d'une périodisation de la formation du peuple quechuaphone depuis le Tawantinsuyo, « l'État inca » qui s'étendait du sud de la Colombie au nord du Chili actuels.

<sup>9</sup> « La lucha indígena tiene una doble dimensión: de clase y étnica. Esta línea es la que mantenemos en la CONAIE en la actualidad, y dentro de esta perspectiva buscamos la colaboración con otros sectores organizados tanto sindicales como populares para luchar por la transformación de la sociedad. Mantenemos la independencia de la organización indígena, incluyendo dentro de las reivindicaciones no sólo lo económico sino también lo cultural » (Luis Maldonado Ruiz (coord.), *Las nacionalidades indígenas en el Ecuador: nuestro proceso organizativo*, Quito, Tinkui-CONAIE/Abya-Yala, 1989, p. 161).

se limite pas aux partis et syndicats marxistes-léninistes. C'est en effet à travers les relations avec d'autres « gauches », parfois réticentes à s'identifier comme telles, que s'est imposée en Équateur la notion de « communauté indigène ».

## II. Communisme ou communauté ? En quête d'une « gauche » non-alignée

La notion de *communauté* n'est pas étrangère à la pensée marxiste ; elle est même l'un des éléments centraux de la stratégie politique imaginée pour l'Amérique latine par le Péruvien Mariátegui, dont nous avons vu que les propositions, initialement ignorées par les communistes équatoriens des années 1930 et 1940, finirent par influencer le mouvement indien de la fin du XXe siècle. Toujours est-il que la première institution à avoir contribué à imposer cette notion en Équateur était loin de se définir comme communiste, ni même comme « de gauche » : il s'agit de la Mission andine (*Misión andina*), programme dit « indigéniste » mis en place par l'Organisation internationale du Travail et l'ONU, dont la présence en Équateur s'étendit sur dix-sept ans, de 1956 à 1973.

### *Développement communautaire et coopérativisme*

L'objectif officiel de la Mission andine était de favoriser « le développement de la communauté » (*desarrollo de la comunidad*, traduction de l'anglais *community development*), défini par l'ONU comme un ensemble d'amples programmes sociaux, fondés à la fois sur les besoins avérés et sur les capacités de participation de chaque collectivité locale. Par un léger glissement sémantique, l'usage du mot espagnol *comunidad* permit d'identifier les collectivités en question aux communautés indigènes, dont la structure avait été codifiée en 1937 par la loi sur les communes (*Ley de Comunas*), suivant laquelle tout groupement humain de plus de dix personnes, non inscrit dans l'ordre administratif territorial, pouvait établir sa propre assemblée générale et son propre conseil exécutif. En 1964, la première loi de réforme agraire ajouta un nouvel élément à ce cadre juridique de référence en encourageant les communes rurales à se constituer en coopératives de production, car l'acquisition de ce statut était un prérequis pour accéder à la propriété collective des terres expropriées aux grands propriétaires.

Le coopérativisme était alors vu d'un bon œil par les gouvernements équatoriens en raison de l'influence de l'Alliance pour le Progrès (*Alliance for Progress/Alianza para el Progreso*), le mécanisme de coopération lancé en 1961 par le président Kennedy pour contrer les risques de propagation en Amérique latine du souffle communiste de la Révolution

cubaine. Dans cette perspective, les coopératives étaient censées représenter une forme de collectivisme compatible avec la démocratie et le libéralisme économique, bien loin de la vision révolutionnaire d'un Mariátegui.

« *L'évêque des Indiens* » et sa théologie de la solidarité

La centralité acquise par le concept de *communauté* dans le discours des organisations indiennes s'explique donc en partie par le poids de la coopération internationale, en tant que source financement indispensable à leur fonctionnement. Néanmoins, son enracinement idéologique puise également à une source plus spirituelle (quoique non étrangère à la question du financement) : il s'agit la déclinaison équatorienne de la théologie de la libération, fondée sur la pensée de l'évêque Leonidas Proaño, dit « l'évêque des Indiens ». Nommé à Riobamba en 1954, ce dernier avait justement développé son premier projet de pastorale paysanne en collaboration avec la Mission andine, afin de s'adresser aux populations indiennes des Andes centrales. Cependant, les orientations du concile Vatican II (1962-1965) puis des congrès de Medellín (1968) et de Puebla (1973), les deux moments fondateurs de la théologie de la libération latino-américaine, le portèrent à percevoir les communautés indigènes sous un prisme nouveau. Ces congrès appelaient en effet à reconnaître la primauté des « communautés ecclésiales de base » (CEB), identifiés par Proaño aux communautés indigènes d'Équateur. Pour l'évêque équatorien, l'organisation coopérative attribuée aux Indiens devait servir d'exemple à l'ensemble des chrétiens, car elle constituait une forme de fraternité solidaire compatible avec la foi, à la différence des structures mentales limitatives héritées des « partis de gauche », à l'égard desquels il affirmait son scepticisme<sup>10</sup> (à la différence du fondateur péruvien de la théologie de la libération, Gustavo Gutiérrez, favorable à la convergence entre chrétiens et communistes<sup>11</sup>).

*Le cas de la Fédération shuar*

L'organisation que les tenants de la thèse de la « ventriloquie » présentent souvent comme le premier embryon du mouvement indien équatorien, car porteuse d'une revendication plus claire des droits culturels et sans lien avec le PCE<sup>12</sup>, offre une bonne illustration de cette conception de la *communauté* indigène : il s'agit de la Fédération shuar (*Federación shuar*), fondée en 1964 en Amazonie à l'initiative de jeunes missionnaires

---

<sup>10</sup> « Tenemos tan marcada una estructura mental que nos cuesta desprendernos de lo consabido de los partidos de izquierda. Nos cuesta ver y aceptar que de los indígenas surja una alternativa diferente, original y cristiana [...], [fijándonos] en este espíritu comunitario organizativo y de atención a la totalidad de la comunidad » (« El desafío de esta hora: intervención de Monseñor Leonidas Proaño en el curso de realidad nacional, 1984 », in Estuardo Gallegos Espinoza (éd.), *Monseñor Leonidas Proaño. El profeta del pueblo*, Quito, CIUDAD/CEDEP/Fundación Pueblo indio/FEPP, 1990.

<sup>11</sup> Sur la variante équatorienne de la théologie de la libération, voir Boris Tobar, « Équateur (La TdL en) », in Maurice Cheza et al., *Dictionnaire historique de la théologie de la libération*, Paris, Lessius, 2017, p. 391-393.

<sup>12</sup> Voir Jorge León Trujillo, *op. cit.*, et la critique de cette vision par Marc Becker (*Indians and Leftists, op. cit.*).

salésiens largement inspirés par Leonidas Proaño (et affiliée depuis à la CONFENIAE puis à la CONAIE). Par exemple, l'un des manuels d'éducation bilingue (en espagnol et en shuar) édité par la Fédération en 1978<sup>13</sup> comporte un dialogue intitulé « Comunidad... no comunismo », qui défend les principes du coopérativisme. Sur une page illustrée de photos de Brejnev, de Mao-Tse-Tung et de Fidel Castro, le jeune Pancho explique à son voisin Felipe la différence entre *communisme*, *capitalisme* et *coopérativisme*. Bien qu'il reconnaisse les « bonnes intentions » de Karl Marx, Pancho présente la société issue de la révolution socialiste comme hypocrite, puisque l'État-patron et les chefs communistes se seraient substitué aux exploités d'antan, et « grise », car vidée de sens par le matérialisme athée. Quant au capitalisme, il ne permettrait l'enrichissement des uns que par l'appauvrissement des autres et par la destruction de toute solidarité communautaire. La coopérative par libre association, identifiée à la communauté shuar, serait au contraire une vraie mise en commun des moyens de production, où tous sont propriétaires de tout sans intermédiaire.

La conception du projet de société indigène comme une sorte de « troisième voie » entre les apories « de gauche » et « de droite » reste jusqu'à nos jours à l'arrière-plan d'une partie du discours politique qui entoure le mouvement indien – c'est même l'un des termes employés ces jours-ci par Yaku Pérez, pour désigner sa propre candidature dans le cadre des élections présidentielles anticipées actuellement en préparation en Équateur<sup>14</sup>. Néanmoins, nous avons vu qu'à l'aube des années 1990, les organisations indigènes en plein essor s'étaient au contraire réapproprié la rhétorique marxiste de la lutte des classes, au point que la CONAIE du tournant du XXI<sup>e</sup> siècle pensa même brièvement pouvoir se poser en organisation meneuse de « la gauche » équatorienne.

### **III. Du leadership indigène aux paradoxes de l'État plurinational**

#### *Essor et déclin de la CONAIE (1990-2003)*

Comme on l'a vu, le soulèvement de l'*Inti Raymi* de juin 1990 est unanimement considéré comme le moment fondateur de l'émergence du mouvement indien sur la scène politique équatorienne. Aux yeux d'Andrés Guerrero, le gouvernement du président Rodrigo

---

<sup>13</sup> *Iruntrarik kakarmaitji: sólo unidos somos fuertes*, Sucúa, Escuelas Radiofónicas Biculturales Shuar, coll. « Serie de lecturas bilingües "Shuara, Antukta" para las escuelas shuar ecuatorianas », n°6, III Ciclo, 1978, p. 93-95.

<sup>14</sup> Voir l'article du 6 juin du quotidien *El Universo* sur les dernières déclaration du pré-candidat : « Para hacer frente al correísmo (Rafael Correa) y lassismo (Guillermo Lasso), Yaku Pére Guartambel buscará posicionarse como el candidato de la 'tercera vía' en los comicios presidenciales anticipados que se celebraran el 20 de agosto de 2023 » <<https://www.eluniverso.com/noticias/politica/yaku-perez-precandidato-presidencial-de-llegar-a-la-presidencia-lo-hare-sin-actitudes-de-venganza-persecucion-o-revanchas-hay-que-buscar-acuerdos-basicos-y-minimos-para-gobernar-en-un-periodo-tan-corto-que-es-el-ano-y-medio-nota/>>.

Borja (1988-1992) et son parti social-démocrate *Izquierda Democrática*, représentaient alors le dernier avatar de la gauche « ventriloque », héritière de la Révolution libérale du début du siècle. La CONAIE, fondée quatre ans plus tôt, avait la particularité d'avoir placé d'emblée au centre de son discours les oppressions spécifiques subies par les populations indiennes, et de n'avoir été proche d'aucun autre parti ou institution officiels, à la différence d'autres fédérations nationales se définissant désormais comme « indigènes »<sup>15</sup>. C'est sur la base de cette apparente indépendance que la « Confédération des Nationalités » s'est imposée, au fil de la décennie, comme un mouvement social de premier plan, capable de pallier les déceptions suscitées par les habituels partis et organisations « de gauche » et de générer de nouvelles coalitions contre les politiques néo-libérales menées par les gouvernements successifs. Et c'est dans cette logique de coalition qu'est fondé fin 1995 le Mouvement d'Unité plurinationale *Pachakutik* (*Movimiento de Unidad Plurinacional Pachakutik*), censé permettre la participation électorale des représentants et alliés du projet politique de la CONAIE sans dépendre d'un des partis établis. En 1996, le nouveau mouvement obtient d'emblée huit sièges de députés, soit 10% du Congrès national, tandis que son candidat Freddy Ehlers, issu d'un mouvement citoyen membre de la coalition, réunit plus de 20% des voix au premier tour de l'élection présidentielle. En 1997 et 2000, la force de mobilisation de la CONAIE contribue aux renversements de deux présidents, en 1997 et 2000, et à l'inclusion d'une référence aux « peuples indigènes qui s'auto-définissent comme des nationalités aux racines ancestrales » (*pueblos indígenas, que se autodefinen como nacionalidades de raíces ancestrales*) dans la nouvelle Constitution adoptée en 1998. C'est en référence à ce glorieux palmarès que le leader kichwa Luis Macas affirmait en 2000 que le mouvement indien était le « seul secteur organisé à avoir interprété et catalysé les demandes de la majorité du peuple équatorien », et « avoir conquis une place d'interlocuteur valide face au pouvoir »<sup>16</sup>.

#### *Participation et tournant de la Révolution citoyenne*

La situation évolue néanmoins défavorablement en 2003, lorsque deux dirigeants historiques de la CONAIE et du mouvement *Pachakutik* – dont Luis Macas – participent au gouvernement du colonel Lucio Gutiérrez. Celui qui avait été leur allié dans le cadre du mouvement social et du coup d'État de janvier 2000 poursuit finalement la politique

---

<sup>15</sup> Les deux autres principales fédérations nationales « indigènes », des années 1990 à nos jours, sont la FENOCIN (*Federación Nacional de Organizaciones Campesinas Indígenas y Negras*) et la FEINE (*Federación Ecuatoriana de Indígenas Evangélicos*).

<sup>16</sup> « Hemos sido testigos en estos últimos tiempos de la confrontación directa con el Estado, [...] en la que somos el único sector organizado que ha interpretado y catalizado las demandas de la mayoría del pueblo ecuatoriano, puede decirse, entonces, que el Movimiento Indígena ha ganado un rol de liderazgo, de protagonismo, de interlocutor válido frente al Estado, frente al poder » (Luis Macas, « Diez años del Levantamiento del Inti Raymi de junio de 1990: Un balance provisional », *Boletín ICCI Rimay*, juin 2000).

économique de ses prédécesseurs. Bien que tous les ministres *Pachakutik* aient quitté le gouvernement en quelques mois, la légitimité du mouvement indien en tant que leader de la lutte sociale est écornée. De fait, la CONAIE et les autres organisations indigènes ne jouent pas de rôle majeur dans le soulèvement citoyen de 2005, qui renverse à son tour Lucio Gutiérrez, et débouche sur l'essor de la coalition *Alianza País*, porté par l'économiste Rafael Correa.

Lors de l'élection présidentielle de 2006, le mouvement *Pachakutik* commence par présenter son propre candidat en la personne de Luis Macas, avant de soutenir *Alianza País* au second tour. Dans les deux années qui suivent, de nombreuses personnalités du mouvement indien (au sens large) se rallient au gouvernement de la Révolution citoyenne, et la CONAIE accorde un « soutien critique » à l'Assemblée constituante (2007-2008), dont l'un des aboutissements est la reconnaissance pleine et entière du concept des « nationalités indigènes », au fondement de la redéfinition de l'État équatorien comme « plurinational ». Le nouveau régime n'a de cesse de célébrer des figures comme « l'évêque des Indiens » Leonidas Proaño, mais aussi des dirigeantes communistes indiennes comme Dolores Cacuango et Tránsito Amaguaña.

Et pourtant, plusieurs points de divergence, à commencer par le modèle extractiviste et productiviste défendu par la Révolution citoyenne, provoquent une rupture de plus en plus nette entre le gouvernement Correa et la CONAIE, dont les membres qui ne se sont pas ralliés au président (ou s'en sont éloignés) accusent ce dernier d'avoir fomenté la division entre les organisations du mouvement indien. Bien au-delà de ce mouvement, la ligne de partage entre corréisme et anti-corréisme devient le centre du paysage politique équatorien, au point de brouiller la division entre « gauche » et « droite », comme nous l'avons vu au sujet des élections de 2021.

### **Conclusion :**

Alors que dans les années 1990, l'objectif affiché par le mouvement indien était d'en finir avec les partis marxistes établis mais sans cesser de se revendiquer de « la gauche », la question est aujourd'hui plus complexe, puisque certains intellectuels indigènes appellent à rompre tout principe de loyauté à la pensée « de gauche ». Dans le même temps, les deux grandes mobilisations de ces dernières années, celles d'octobre 2019 et juin 2022, ont redonné ses lettres de noblesse au mouvement indien comme mouvement révolutionnaire, au-delà de l'opposition sempiternelle entre corréisme et anti-corréisme. L'actuel président de la CONAIE, Leonidas Iza se revendique ainsi d'une forme de retour au source du mariatégisme,

allant jusqu'à conclure l'ouvrage d'analyse du soulèvement de 2019 qu'il a co-signé par la formule-choc : « la lumière au bout du tunnel provient de l'affirmation plausible et impérieuse : communisme indo-américain ou barbarie »<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> “La luz al final del túnel proviene de la afirmación creída, buscada e impostergable: Comunismo indoamericano o barbarie” Leonidas Iza et al., *Estallido: la Rebelión de Octubre en Ecuador*, s.l., Ediciones Res Kapari, 2020, p. 306.